HAL
open science

L'entrée en politique comme enjeu de " représentation de soi " : le cas du MAS-IPSP bolivien

Hervé Do Alto

To cite this version:

Hervé Do Alto. L'entrée en politique comme enjeu de " représentation de soi " : le cas du MAS-IPSP bolivien. GIS Réseau Amérique latine. Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours, 3-4 novembre 2005, Université de La Rochelle, Nov 2005, 13 p. halshs-00005617

HAL Id: halshs-00005617

https://shs.hal.science/halshs-00005617v1

Submitted on 15 Nov 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GIS Réseau Amérique latine. Actes du 1er Congrès du GIS Amérique latine : Discours et pratiques de pouvoir en Amérique latine, de la période précolombienne à nos jours, 3-4 novembre 2005, Université de La Rochelle

L'entrée en politique comme enjeu de « représentation de soi » : le cas du MAS-IPSP bolivien[1]

Hervé Do Alto

La participation directe des mouvements sociaux au champ politique en Amérique latine tend aujourd'hui à s'imposer comme une évidence, ce qui s'explique par les succès de formations politiques identifiées comme étant « de gauche » depuis le début de la décennie. En effet, celles-ci pèsent considérablement sur leur scène politique nationale respective, tels le Parti de la Révolution Démocratique au Mexique, le Mouvement *Pachakutik-Nuevo País* en Équateur, ou le MAS-IPSP (Mouvement Vers le Socialisme – Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples) en Bolivie, voire exercent le pouvoir elles-mêmes, comme le Parti des Travailleurs au Brésil, ou plus récemment, le *Frente Amplio* en Uruguay. Pourtant, si la simultanéité de la poussée de partis issus de mouvements sociaux dans l'ensemble du sous-continent rend indispensable le recours au comparatisme pour tenter d'en saisir les dynamiques communes et les singularités propres à chaque cas, c'est précisément parce qu'il ne s'agit là que de ce que Wittgenstein appelle des « ressemblances de famille »[2]. Ces situations, en dépit de l'homogénéité que confère à ces phénomènes une expression couramment utilisée dans le champ médiatique telle que « la poussée de la gauche »[3], ne peuvent que faire, en effet, l'objet d'analogies.

Plusieurs raisons nous poussent à insister sur une telle précaution méthodologique : d'abord, le risque de substantialisation d'une gauche plus imaginée que réelle, réactivant le cliché du « bon révolutionnaire » latino-américain cher à Carlos Rangel, sous les oripeaux d'un « bon anti-libéral », sans-terre au Brésil, militant indigène en Équateur, ou anti-impérialiste au Venezuela. Sans pour autant nier les convergences réelles pouvant exister entre les différents profils de militants que nous venons d'évoquer, il s'agit de s'interroger sur notre capacité à opérer des classifications à partir d'un clivage « gauche/droite » en Amérique latine, alors même que l'usage du terme « gauche » recouvre des enjeux, l'utilisation de certains noms relevant surtout d'une stratégie de démarcation de soi à l'égard de partis concurrents au sein du champ politique. Ainsi, peut-on dire que le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) bolivien a cessé d'être « de gauche » en participant à des gouvernements menant une politique néolibérale à la fin des années 1980 ? Que penser des gouvernements « de gauche » actuels, au Brésil, en Uruguay ou jusqu'à il y a peu en Équateur, dont les politiques suscitent un réveil de la contestation sociale, en premier lieu chez des mouvements que l'on pensait être leurs plus fidèles soutiens ? Enfin, qu'en est-il des mouvements indigènes si rapidement étiquetés « à gauche », comme le MAS-IPSP en Bolivie, alors même que certains de ses dirigeants considèrent une telle identification discutable ?

Il s'agit ensuite de prendre en compte la diversité des processus socio-historiques à l'œuvre relatifs à l'émergence de ces différents partis en Amérique latine. Alors que le

[1] Le travail de recherche à partir duquel a été écrit cet article a été effectué dans le cadre d'un DEA, ayant donné lieu à un terrain de 6 semaines à La Paz et Cochabamba, en 2004 : Do Alto (Hervé), *Entre mouvement social et organisation partisane, le MAS bolivien dans l'institutionnalité politique et la mobilisation collective*, Mémoire de DEA de science politique comparative de l'IEP d'Aix-en-Provence, 2004.

[2] Wittgenstein (Ludwig), *Le Cahier bleu et le Cahier brun* (1933-1935), Paris, Gallimard, 1965, p. 68.

[3] A titre d'exemple, la une du *Courrier international* du 13 novembre 2003 : « Amérique latine : et hop, à gauche ! ».

discours médiatique tend à souligner des caractéristiques communes à ces expériences distinctes, en donnant par-là même une image relativement homogène d'un ensemble pourtant disparate, il convient de restituer la complexité et la singularité des dits processus afin de comprendre ce que la création de ces partis peut nous apprendre sur l'histoire d'un pays, de son système politique, et des représentations symboliques qui y sont associées. Faire preuve de ce que le politiste Daniel-Louis Seiler appelle un « souci généalogique »[4] constitue ainsi une manière pertinente de saisir tant les motivations initiales des fondateurs du parti que le contexte dans lequel celui-ci s'inscrit. Car si le parti est, selon l'expression du politiste états-unien Stein Rokkan, « l'agent du conflit et l'instrument de son intégration », l'étude des conditions d'émergence de ces partis, alors que la « forme parti » peut être elle-même concurrencée par d'autres formes organisationnelles (ce qui est particulièrement vrai dans un contexte de démocratisation), s'avère également riche en enseignements quant aux rapports existant entre mouvements sociaux et partis, et quant à l'appréciation portée par les premiers sur le système politique de leur État.

S'intéresser à « l'étiquette » du parti pour comprendre quels sont les enjeux dont celle-ci rend compte quant au passage d'un mouvement social à la sphère politique, telle est la démarche adoptée dans cette contribution. Pour ce faire, nous étudierons le cas du MAS-IPSP bolivien, formation politique née des mouvements sociaux paysans et indigènes, et plus particulièrement des syndicats de cultivateurs de coca de la région du Chapare, au cours des années 1990. Le nom de cette organisation, long et complexe, illustre en effet les débats qui ont précédé la structure elle-même, des débats relatifs à la pertinence de la participation du mouvement paysan et indigène au jeu institutionnel par le biais d'élections politiques, et aux modalités de cette participation. Toutefois, ce nom n'a pas qu'un intérêt historique, en ce qu'il fait l'objet d'une lutte permanente parmi les militants, tant pour en imposer l'interprétation légitime du point de vue programmatique, que pour définir, à partir de celui-ci, les lignes de clivage en son sein. En ce sens, le nom du parti constitue un enjeu en terme de « représentation de soi » pour les groupes sociaux qui y prennent part. C'est pourquoi, après une brève présentation de notre cadre théorique (1), nous reviendrons sur la genèse du nom de cette formation partisane (2), ainsi que sur les usages actuels qui en sont faits en son sein (3).

1. La forme organisationnelle comme « cadre de l'action collective »

De l'introduction de « l'identité » dans l'étude des mobilisations sociales

Au cours des années 1970, la sociologie des mouvements sociaux connaît un tournant important avec la naissance, aux États-Unis, d'un nouveau cadre d'analyse, connu aujourd'hui comme la « théorie de la mobilisation des ressources ». Réagissant à une approche psychosociologique de l'action collective expliquant la mobilisation sociale par le concept des « frustrations relatives », les auteurs de la « mobilisation des ressources » cherchent au contraire à en souligner la rationalité. Ainsi, Antony Oberschall cherche-t-il à montrer la propension d'un groupe social à se mobiliser en fonction de l'intensité des liens existant en son sein, et du niveau d'intégration de ce groupe aux autorités[5] ; John McCarthy et Mayer Zald, quant à eux, appréhendent les mouvements sociaux sous l'angle organisationnel, en assimilant les « organisations du mouvement social » (OMS) à des entreprises dotées d'un encadrement (les « entrepreneurs politiques »)[6].

[4] Seiler (Daniel-Louis), *Les partis politiques en Occident, Sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, p. 13.
[5] Oberschall (Antony), *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1973.
[6] McCarthy (John D.) et Zald (Mayer N.), « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », in *American Journal of Sociology*, vol. 82, n° 6, pp. 1212-1241.

Ce développement de la sociologie des mouvements sociaux, centré sur des aspects organisationnels, laisse peu de place aux interrogations portant sur les valeurs et les représentations symboliques des groupes mobilisés. Critiquant l'absence de toute référence aux idéologies employées par les groupes étudiés par les tenants de la « mobilisation des ressources », des chercheurs européens développent pour leur part une approche centrée sur la valorisation de « l'identité » des mouvements sociaux[7]. L'importance de l'identité comme paradigme d'étude de l'action collective apparaît d'autant plus pertinente à ces sociologues que les mouvements dont ils sont les contemporains, dans « l'après-68 », semblent singulièrement différents des mobilisations issues du syndicalisme ouvrier traditionnel, qu'il s'agisse des mobilisations étudiantes, ou encore des mouvements féministes ou anti-nucléaire. De là l'idée centrale qu'il existerait de « nouveaux mouvements sociaux » (NMS), mobilisations dont les revendications ne seraient plus d'ordre quantitatif (les salaires) mais qualitatif (les modes de vie), dans un but non plus de conquête du pouvoir d'État mais d'autonomisation à l'égard de celui-ci, marquant ainsi les débuts d'une ère « post-matérialiste » en Occident, selon l'expression de Ronald Inglehart, où la conflictualité sociale tendrait à se déplacer de la traditionnelle « lutte de classes » vers d'autres espaces de contestation.

Si la volonté de faire des représentations des éléments centraux de l'étude de l'action collective demeure un apport essentiel des NMS, le cadre d'analyse construit par ce courant paraît aujourd'hui fort limité, et ne semble plus pouvoir rendre compte des caractéristiques des mobilisations d'aujourd'hui. L'exemple bolivien de mobilisations sociales articulant la revendication de reconnaissance de l'identité indienne à des questions d'ordre explicitement économique, comme la gestion du gaz et de l'eau, depuis la fin des années 1990, sont en cela une invitation à réévaluer les frontières tracées par les auteurs se réclamant des NMS.

Réconcilier « l'organisationnel » et « l'identitaire » : l'apport de l'analyse de cadres

Cherchant à dépasser l'opposition structure/identité construite par le courant NMS, des auteurs états-uniens, se réclamant eux-mêmes de la théorie de la mobilisation des ressources, élaborent un nouvel outil conceptuel : le « cadre d'interprétation » de l'action collective. Pour David Snow et Robert Benford, le cadre est défini comme une « manière particulière d'organiser l'expérience et de guider l'action, qu'elle soit individuelle ou collective »[8]. Selon ces auteurs, la participation d'un individu à une organisation résulte d'un « processus d'alignement de cadres », défini comme « le lien entre les orientations interprétatives d'un individu et d'une OMS, de telle façon qu'un ensemble d'intérêts, valeurs, et croyances individuels et l'idéologie, les activités et les buts de cette OMS deviennent convergents et complémentaires »[9]. Leurs dirigeants procèdent donc à des « opérations de cadrage », que l'on pourrait assimiler à une production de « significations » de l'action collective. Il peut s'agir ainsi d'unifier des revendications éparses en les articulant (*frame bridging*), ou de construire et de justifier de nouvelles valeurs ou pratiques en opposition à d'autres (*frame transformation*)[10].

Voulant décloisonner les structures organisationnelles et les productions discursives de ces organisations en tant qu'objets d'étude, souvent appréhendés séparément par de nombreux auteurs, Elisabeth Clemens propose quant à elle de saisir les choix relatifs aux structures comme un aspect central de l'identité collective des mouvements sociaux. Ainsi relève-t-elle

[7] A titre d'exemple, Touraine (Alain), *La voix et le regard*, Seuil, Paris, 1978.

[8] Snow (David A.), Rochford (E. Burke), Worden (Steven K.) et Benford (Robert D.), « Frame Alignment Processes, Micromobilization, and Movement Participation », *American Sociological Review*, n° 51, 1986, p. 464.

[9] *Idem*.

[10] *Ibid*, p. 467-476 ; Cefaï (Daniel), « Les cadres de l'action collective, définitions et problèmes », in Cefaï (Daniel) et Trom (Danny) (dir.), *Les formes de l'action collective, Mobilisations dans les arènes publiques*, Paris, EHESS, 2001, p. 12.

que, « bien que des travaux sur les cadres (…) aient eu tendance à mettre en valeur leurs aspects cognitifs et normatifs (à quoi ressemble le monde et que doit-on y valoriser ?), ces aspects ne devraient pas être séparés des considérations relatives à l'action pratique. Les réponses à la question pragmatique « Comment nous organisons-nous ? » renvoient à la formation d'une identité collective (…) »[11]. La « forme organisationnelle » adoptée par un mouvement, si elle aboutit à des conséquences concrètes en termes de structuration, renvoie donc également à un idéal porteur de valeurs, à l'aune duquel militants et dirigeants essaient de construire l'organisation. Certes, pour un mouvement social, le fait de construire un parti politique s'avère être, à un moment précis, « une stratégie parmi d'autres que choisissent les individus quand [ceci apparaît] comme la réponse la plus appropriée à leurs ressources, opportunités et contraintes »[12]. Mais comme le montrent bien des cas latino-américains, la question cruciale de la construction d'un parti se limite rarement à une stricte dimension stratégique. En effet, l'objet « parti » est souvent lui-même porteur de valeurs et de représentations qui résultent de l'histoire du système politique d'un Etat. Ceci suppose par conséquent que cet objet n'est pas « équivalent » d'un pays à l'autre et qu'il n'est qu'un élément parmi d'autres d'un « répertoire organisationnel » national. L'entrée de mouvements sociaux dans le champ politique d'un pays donné nécessite donc d'être contextualisé, tant il s'agit d'un phénomène qui n'est compréhensible qu'au regard du processus historique au cours duquel il émerge.

2. La genèse du MAS-IPSP : la « forme parti » comme enjeu de débat

Spécificités du champ politique et représentations des partis « traditionnels » en Bolivie

Dans un article soulignant les « dynamiques patrimoniales de la politique partisane en Bolivie », les politistes Eduardo Gamarra et James Malloy expliquent que « les partis sont restés largement déconnectés des principaux intérêts de la société bolivienne »[13]. En effet, le champ politique bolivien semble caractérisé par l'absence durable de toute expérience significative de partis politiques de masse issus d'un mouvement social. Seuls deux partis, grâce à leur implantation au sein de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), ont disposé d'une forte représentativité dans le mouvement ouvrier : le Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR), d'obédience trotskiste, qui se divisa en 1956 sur la question de l'entrisme au sein du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire (MNR), maître d'œuvre de la révolution de 1952 ; puis le MNR lui-même jusqu'en 1960, le gouvernement *emenerrista* alors en place choisissant de réprimer la gauche syndicale de son propre parti, qui lui était opposée[14]. Quant au mouvement paysan, il n'a même connu aucune expérience de ce type : le katarisme[15], premier mouvement indianiste né au début des années 1970 dans le contexte de la lutte pour la restauration de la démocratie, ne donne naissance qu'à une pléiade de petites organisations dépourvues de bases sociales significatives, quand bien même le syndicalisme paysan acquiert à cette époque un poids important.

[11] Clemens (Elisabeth S.), « Organizational form as frame : Collective identity and political strategy in the American labor movement, 1880-1920 », in McAdam (Doug), McCarthy (John D.) et Zald (Mayer N.) (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 209.

[12] McAdam (Doug), Tarrow (Sidney), et Tilly (Charles), « Pour une cartographie de la politique contestataire », in *Politix*, n° 41, 1998, p. 21.

[13] Gamarra (Eduardo A.) et Malloy (James M.), « The Patrimonial Dynamics of Party Politics in Bolivia », in Mainwaring (Scott) et Scully (Timothy R.) (dir.), *Building Democratic Institutions, Party Systems in Latin America*, Stanford, Stanford University Press, 1995, pp. 410-411.

[14] Dunkerley (James), *Rebelión en las venas, La lucha política en Bolivia, 1952-1982*, 2nde éd., La Paz, Plural, 2003, p. 111-137.

[15] En référence à Tupac Katari, chef d'un soulèvement indien qui assiégea La Paz au XVIIIème siècle.

Les partis politiques boliviens, comme dans la plupart des pays latino-américains, n'assument donc pas la « fonction médiatrice » entre système politique et société civile que l'on prête traditionnellement aux partis occidentaux[16]. Selon Gamarra et Malloy, par exemple, « les députés [y] sont sélectionnés, non sur la base de liens à l'égard d'une circonscription dans les régions qu'ils représentent ostensiblement, mais sur la base de liens clientélistes à l'égard des chefs de partis »[17]. C'est donc en prenant les partis qualifiés de « traditionnels » comme des contre-exemples à partir desquels ils pensent l'idéal organisationnel de leur propre formation, que les membres du MAS-IPSP évoquent les caractéristiques de ces organisations qu'ils combattent.

Le député *cocalero* de Cochabamba du MAS-IPSP, Rolando Vargas, dénonce par exemple les pratiques de leaders agissant dans leur parti comme si celui-ci était leur propriété :

> « Si je prends le sigle du MIR, le chef, ce sera Jaime Paz [NDA : Jaime Paz Zamora, chef historique du MIR]. Je devrais donc faire exactement ce qu'il me dira. Dans ce cas, un député élu par un parti, ici, ne fait plus partie du peuple, il représente seulement son parti. Il ne rend aucun compte au peuple, seulement à son chef » (Vinto, 17 avril 2004).

Autre pratique courante suscitant la réprobation, selon l'avocat Hector Villaroel, député suppléant de Cochabamba, c'est le recours au clientélisme, qui est exacerbé au moment des campagnes électorales :

> « A chaque élection, les partis arrivaient dans les campagnes, offraient des miracles, et après l'élection, ils oubliaient les gens qui les avaient soutenus par leur voix. Les campagnes, c'était le vote principal des partis [traditionnels] comme le MNR » (Quillacollo, 26 avril 2004).

Le parti politique, en tant que forme organisationnelle, fait donc ici l'objet d'un rejet prononcé auprès de certains secteurs sociaux, indépendamment de toute considération idéologique ou programmatique. Ce rejet, dans le cas du mouvement paysan et indigène, s'explique également par l'espoir qu'ont suscité ces partis traditionnels d'accueillir en leur sein des représentants provenant de ces secteurs. Ainsi en est-il de la figure de Victor Hugo Cárdenas : ce leader du mouvement katariste accepte de devenir candidat à la vice-présidence de la République pour les élections de 1993, aux côtés du néolibéral Gonzalo Sánchez de Lozada (MNR). Favorisant certaines avancées pour les populations indigènes, il est néanmoins accusé par des composantes de ses propres rangs de faire de la politique « à l'image des blancs », tant en raison de son indépendance d'action à l'égard du mouvement dont il est issu, que des soupçons d'enrichissement personnel qui pèsent sur lui[18].

L'organisation « parti politique » apparaît par conséquent à beaucoup des membres du MAS-IPSP comme un outil de domination à l'encontre de ces secteurs sociaux paysans et indigènes, en ce qu'elle a tendu historiquement à les aliéner de toute possibilité de représentation autonome. Une situation de dépendance renforcée qui plus est par un dispositif législatif sur les partis promulgué en 1979, qui visait à lutter contre leur prolifération au cours de la transition démocratique, et qui a rendu ainsi la création d'une formation partisane extrêmement complexe et coûteuse[19].

La naissance d'un concept organisationnel :« l'instrument politique »

C'est lors d'un congrès nommé « Tierra, Territorio e Instrumento Político »[20], en 1995, que la création d'un « instrument politique » est entérinée par les principales composantes du

[16] Seiler (Daniel-Louis), *op. cit.*, p. 301.
[17] Gamarra (Eduardo A.) et Malloy (James M.), *idem*.
[18] Patzi Paco (Félix), *Insurgencia y sumisión, Movimientos indígeno-campesinos (1983-1998)*, La Paz, Muela del Diablo, 1999, p. 44.
[19] Gamarra (Eduardo A.) et Malloy (James M.), *op. cit.*, p. 412.
[20] « Terre, Territoire, et Instrument Politique ». Les expressions « Terre » et « Territoire » font respectivement référence au sous-sol et au sol dans la « cosmovision andine ».

mouvement paysan et indigène bolivien, parmi lesquelles on compte la CSUTCB (Centrale Syndicale Unifiée des Travailleurs Paysans de Bolivie), et des mouvements indigènes de l'Est de la Bolivie, tels la CIDOB (Confédération des Indigènes de l'Est de la Bolivie). Portée par les syndicats de cultivateurs de coca, ou *cocaleros*, la principale force sociale de la CSUTCB à partir de la fin des années 1980, l'initiative constitue l'aboutissement d'une alliance entre différents secteurs sociaux, alliance concrétisée au cours d'une décennie de luttes communes portant sur la défense de la culture de la feuille de coca face à une politique publique de plus en plus répressive, la mise en place d'une nouvelle réforme agraire, ainsi que la reconnaissance des droits des peuples indigènes de Bolivie.

Au cours de ce congrès, les *cocaleros* parviennent à convaincre de la nécessité d'un parti politique pour relayer les revendications de l'ensemble du mouvement, et ce en dépit d'une relative réticence de la part de certaines organisations participantes. La contradiction est notamment portée par des syndicats influencés par le katarisme radical qui voient le risque pour le mouvement de se diviser, comme les kataristes eux-mêmes vingt ans plus tôt, et qui prônent le « retour à l'*ayllu* » (communauté) comme alternative à une « forme syndicat » en crise. C'est en raison de ces réticences que s'élabore progressivement la proposition d'une « innovation organisationnelle » : le parti en gestation aurait en effet pour particularité de garantir une représentation des organisations de base partie prenante de cette expérience, permettant ainsi leur participation directe en son sein. Défini comme un « instrument politique », ce nouveau type de parti se distinguerait grâce à son fédéralisme, en raison de la place centrale qu'y occuperaient les organisations sociales, ainsi que par l'absence (théorique) de tout intérêt autre que celui de ces mêmes organisations. C'est dans ce cadre qu'est créée l'Assemblée pour la Souveraineté des Peuples (ASP), présidée par un dirigeant paysan de Cochabamba, Alejo Véliz. Ce parti fonctionne alors avant tout comme une coordination de syndicalistes et d'associatifs, à l'échelle locale comme nationale, au sein de laquelle sont représentés la CSUTCB et d'autres organisations paysannes[21]. C'est en raison d'une concurrence de leadership entre Véliz et la figure emblématique des *cocaleros* de la région du Chapare, Evo Morales, que ce dernier provoque une scission majoritaire, de laquelle naît une nouvelle organisation en 1998. Son nom, l'Instrument Politique pour la Souveraineté des Peuples (IPSP), montre l'importance donnée à ce qui n'est dans l'absolu qu'une « modalité organisationnelle », mais qui renvoie, pour de nombreux militants et parlementaires de ce parti, à un fondement de leur identité collective.

L'idée « d'instrument » renvoie tout d'abord à la possibilité, pour les organisations issues des mouvements sociaux boliviens, de participer au jeu institutionnel sans avoir recours aux partis traditionnels qui, pendant longtemps, furent détenteurs d'une sorte de monopole sur la représentation politique :

> « L'idée d'outil ou d'instrument concernant le MAS-IPSP, ça renvoie surtout au fait que nous mettions à disposition une organisation à vocation populaire permettant aux gens issus de ces secteurs de se présenter sans avoir à se salir les mains avec les sigles des partis traditionnels » (Hector Villaroel).

Ainsi, le MAS-IPSP se définit non seulement comme issu des mouvements sociaux, mais aussi comme leur étant intrinsèquement lié, comme l'illustre la forme collective d'adhésion à l'organisation qui, si elle n'est pas exclusive, apparaît clairement valorisée dans le discours de certains dirigeants, tels Antonio Peredo :

> « Il y a des groupes qui s'incorporent et agissent collectivement au sein du MAS. Dans les partis traditionnels, l'incorporation est individuelle. Nous, sans interdire la participation individuelle, nous privilégions quand même l'incorporation de groupes sociaux » (La Paz, 16 avril 2004).

[21] Les trois organisations à disposer d'une représentation au niveau local comme national sont la CSUTCB, la CSCB (Confédération Syndicale des Colonisateurs de Bolivie) et la FMC (Fédération des Femmes Paysannes). Localement, des syndicats membres de la COB et des organisations indigènes peuvent également disposer d'une représentation.

Cette représentativité du MAS-IPSP, brandie comme slogan électoral lors des élections générales de 2002 qui indiquaient que les candidats étaient « *elegidos por las bases* »[22], est utilisée afin de donner du parti l'image d'une simple extension dans le champ politique de ces mouvements, grâce à une relation fusionnelle entre ceux-ci, souvent évoquée par l'emploi du terme « *orgánico* ». Ainsi, pour le dirigeant paysan et sénateur suppléant de Cochabamba, Román Loayza :

> « Instrument politique, cela signifie « bras politique des organisations ». L'instrument politique vient des organisations sociales, c'est pourquoi on dit « organique ». On ne peut pas vraiment parler de relations « entre nous », car nous sommes une seule et même entité » (Vinto, 17 avril 2004).

Il découle de cette représentation « organisationnelle » que le contrôle des élus, inexistant dans les partis dits traditionnels, s'impose de lui-même, en raison de la structure de « l'instrument » et du rapport qui le lie aux organisations de base :

> « Au MAS, on entend exercer un contrôle sur nos élus, qui peuvent être révoqués s'ils ne respectent pas leur mandat. Il existe un tel contrôle de la part des bases, avec lesquelles ils sont censés rester en contact, qu'ils ne peuvent pas faire ce que bon leur semble sans risquer de se voir rappeler à l'ordre » (Hector Villaroel).

C'est également par l'originalité du fonctionnement interne de l'IPSP que les parlementaires justifient le fait que, selon eux, les pratiques clientélistes, courantes chez les partis traditionnels, disparaissent peu à peu des organisations sociales de base membres de « l'instrument », comme l'explique la dirigeante de la FMC et députée de Santa Cruz, Inés Miranda :

> « Au niveau des bases, nous sommes parvenus à faire en sorte que les gens ne se fassent plus acheter par les partis dans certaines mairies » (La Paz, 6 mai 2004).

Cette distinction permet de présenter le MAS-IPSP comme un outil d'émancipation des secteurs populaires à l'égard d'une classe politique « traditionnelle » qui s'est si longtemps imposée à eux comme la seule représentation politique possible. Le fait de revendiquer une « autre manière de faire de la politique », garantie en quelque sorte par un fonctionnement interne particulier, permet ainsi de construire un clivage entre les militants et électeurs du MAS-IPSP, « nous, les honnêtes gens opprimés », et les partis traditionnels, « eux, les corrompus », un clivage qu'exprimait l'un des slogans de la campagne de 2002 : « *Votemos por nosotros mismos* »[23]. Au-delà, il est également mobilisé par les dirigeants du MAS-IPSP pour discréditer leurs concurrents les plus proches au sein du mouvement paysan et indigène. C'est le cas, par exemple, du Mouvement Indigène Pachakuti (MIP), dirigé par le paysan aymara Felipe Quispe, qu'évoque une attachée parlementaire du MAS-IPSP, Nelly Quispe :

> « Le fonctionnement du MIP est calqué sur celui des partis traditionnels » (La Paz, 5 mai 2004).

L'hypothèse ici posée est que la recherche d'un nouveau modèle théorique de fonctionnement d'une organisation politique, qui a accompagné la naissance et l'évolution du MAS-IPSP, donne lieu à l'identification de deux types de processus d'alignement de cadres. Dans un premier temps, le passage de ces organisations syndicales et communautaires à la sphère politique semble constituer la variable-clé pour appréhender les conditions de naissance du modèle organisationnel pour le moins innovant que constitue « l'instrument politique », permettant de la sorte d'identifier un processus de transformation de cadre[24]. Selon Clemens, les débats portant sur l'organisation peuvent s'assimiler à ce type de « processus [dans les cas de] déplacement de modèles organisationnels d'une arène d'activité sociale à une autre »[25]. Dans un second temps, les discussions portant sur les attributs de « l'instrument

[22] « Élus par les bases ».
[23] « Votons pour nous-mêmes ».
[24] Cf. définition p. 5.
[25] *Ibid*, p. 212.

politique » au fil de la pratique, marquées par la volonté de se démarquer des « modèles familiers discrédités »[26] que constituent les partis traditionnels, paraissent correspondre à un processus de clarification de cadre (*frame amplification*), consistant en la mobilisation d'éléments restés jusque-là au second plan et élevés au rang de valeurs potentiellement partageables[27]. Pour Clemens, en effet, au sein d'une organisation, « une dynamique proche de la clarification de cadre caractérise les périodes de débat et de contestation relatives aux modèles organisationnels »[28]

3. L'étiquette « MAS » : un objet de luttes internes

Une référence ambiguë au « socialisme »

Si la formation de Evo Morales est principalement connue sous le nom de « MAS » (Mouvement vers le socialisme), ce sigle n'a pourtant été ajouté à celui « d'IPSP » que depuis 2001. Paradoxalement, c'est en partie à cause de cette étiquette, également utilisée par deux formations de gauche révolutionnaire en Argentine et au Venezuela, que ce parti fut rapidement classé à gauche, voire à l'extrême-gauche, par la presse internationale lorsqu'elle traita les élections générales et présidentielle de 2002 en Bolivie. Pourtant, les conditions au cours desquelles ce sigle a été ajouté conduisent à fortement modérer ces premières appréciations et amènent à relativiser toute classification précipitée du MAS-IPSP « à gauche ». En fait, les dirigeants de ce qui n'était encore que l'IPSP se trouvent, de manière répétée depuis 1998, confrontés à une difficulté à laquelle avait déjà dû faire face son prédécesseur, l'ASP : la Cour Nationale Electorale (CNE) refuse de reconnaître l'IPSP comme parti, estimant que cette organisation ne remplit pas les critères extrêmement restrictifs imposés par le dispositif législatif de 1979 pour se présenter aux élections politiques.

C'est en raison de ces multiples refus que la direction de l'IPSP, à mesure que s'approche l'échéance de 2002, décide de « contourner » la difficulté et se met en quête d'un sigle déjà inscrit au registre des partis politiques de la CNE, afin de le récupérer. C'est finalement avec une organisation particulièrement affaiblie, le MAS, ancien membre de la coalition électorale Gauche Unie (IU) à laquelle avait participé l'ASP[29], que sont entamées les négociations de la cession du sigle en 2000. Cette décision n'est pourtant pas sans susciter une controverse. Le MAS, en effet, est à l'origine une scission de la Phalange Socialiste Bolivienne (FSB), parti se réclamant du franquisme. Rompant avec la FSB à la fin des années 1980 pour ne conserver que le pendant « socialiste » de son programme, son leader, Añez Pedrasa, oriente le MAS vers un tournant radical qui conduit cette formation à intégrer la coalition IU. La récupération du sigle ne suscite toutefois pas d'opposition significative, d'autant que le 1er Congrès du MAS, s'il reconnaît symboliquement Añez Pedrasa « président d'honneur », acte l'élimination de toute référence au phalangisme dans ses statuts. Seule contrainte imposée par la CNE, le MAS ne peut faire figurer le sigle IPSP sur quelque document officiel ou matériel électoral que ce soit. Qui plus est, le parti doit y utiliser les couleurs noires, blanches et bleues du phalangisme que Añez Pedrasa avait lui-même conservées après la scission[30].

---

[26] *Ibid*, p. 206.
[27] Snow (David) *et al.*, *idem* ; Cefaï (Daniel), *op. cit.*, p. 58-59.
[28] Clemens (Elisabeth S.), *op. cit.*, p. 211.
[29] Cette coalition, qui permet à l'ASP de connaître ses premières expériences électorales alors qu'elle ne peut se présenter seule en raison du refus de la CNE, regroupait, outre l'ASP et le MAS, le Parti communiste bolivien (PCB), le Mouvement Bolivie Libre (MBL) et le Parti Socialiste (PS).
[30] Stefanoni (Pablo), « Hegemonía, discurso y poder : la emergencia del MAS-IPSP », in *Temas sociales, Revista de Sociologia de la UMSA*, n° 24, 2003, p. 23.

L'ajout définitif du sigle « MAS », alors même qu'une importance particulière était accordée au nom originel de l'organisation en raison de sa signification en termes de fonctionnement interne, a conduit militants et dirigeants du MAS-IPSP à développer une pratique peu commune : tandis que le sigle « MAS » devient le nom par lequel l'organisation est publiquement reconnue, que ce soit à travers les médias qui l'utilisent en permanence, ou par les élections lors desquelles la direction est contrainte de l'employer seul, le sigle « IPSP » demeure quant à lui celui que l'on utilise en interne, particulièrement chez les organisations de base. Le slogan figurant sur la carte de membre du militant *masista*, « *MAS legalmente, IPSP legitimamente* »[31], montre combien ce dernier sigle demeure le nom authentique du parti aux yeux d'une grande majorité. Ceci permet de comprendre pourquoi faire du MAS-IPSP un « parti de gauche » pose problème, tant la référence au socialisme apparaît quelque peu accidentelle.

Certes, quelques membres du MAS-IPSP, issus de la COB ou de partis de gauche, tendent à faire le lien entre socialisme et indigénisme. C'est le cas, par exemple, de l'ancien dirigeant de la COB et député de Oruro, Juan de la Cruz Villca :

> « Les piliers idéologiques du MAS, ce sont la lutte de classe et la lutte indigéniste » (Vinto, 17 avril 2004).

Mais le socialisme du MAS-IPSP s'apparente plus à une sorte de syncrétisme que n'aurait sans doute pas rejeté le communiste péruvien José Carlos Mariategui, créateur du concept de « socialisme indo-américain »[32], qu'à une référence sérieuse au marxisme. Une impression confortée par la lecture des derniers actes de Congrès, dans lesquels il est uniquement fait allusion à un « socialisme communautaire »[33], aux côtés de multiples références à la « démocratie participative »[34] et à « l'anti-néolibéralisme »[35]. Quant aux comparaisons avec des États dont les régimes se réclament du socialisme, elles tendent à être écartées par les dirigeants :

> « Nous cherchons à élaborer un socialisme original, dont l'objectif est l'établissement d'une société égalitaire. Nous voulons un socialisme nouveau, qui reconnaisse une forte diversité interne. Ce serait sans doute très différent de Cuba » (Hector Villaroel).

L'ajout du sigle s'apparente également à une opportunité de concrétiser symboliquement l'alliance avec les quelques groupes du MAS-IPSP issus de partis de gauche. En quelque sorte, la contrainte consistant à récupérer un sigle qui devient le nom officiel de l'organisation s'est muée en ressource pour celle-ci, comme l'illustrent les propos de Hector Villaroel :

> « Lorsqu'on s'est vu offrir ce sigle, on s'est dit : « ce nom nous va comme une bague au doigt ». Le PCB a aujourd'hui disparu de la CNE, et certains sont entrés dans le MAS. Le même processus est en cours au PS ».

Pourtant, cet élargissement du noyau initial du MAS-IPSP, constitué des principales organisations du mouvement paysan et indigène, à des organisations issues de la gauche traditionnelle n'est pas sans susciter des tensions en son sein, qu'ont illustré des incidents intervenus dans le groupe parlementaire. Ce groupe hétérogène, comportant 27 députés et 8 sénateurs, dont l'irruption résulte des scores historiques obtenus par le MAS-IPSP aux élections générales de 2002, a en effet cristallisé quelques-unes des difficultés entraînées par la stratégie de la direction, consistant à implanter le parti en zone urbaine et à l'ouvrir davantage aux « classes moyennes ».

---

[31] « MAS légalement, IPSP légitimement ».
[32] Löwy (Michaël), « Figures du communisme latino-américain », in Dreyfus (Michel) *et al.*, *Le siècle des communismes*, Paris, L'Atelier, 2000, pp. 456-458.
[33] MAS, « Nuestros principios ideológicos », 5ème Congrès de Oruro, 15 décembre 2003, p. 14.
[34] *Ibid*, p. 12.
[35] MAS, « Programa de gobierno », 5ème Congrès de Oruro, 15 décembre 2003, p. 26.

L'usage du sigle « MAS » comme révélateur de clivages dans l'organisation

Au cours de l'année 2003, la fédération départementale de Chuquisaca envoie un courrier à la direction nationale du MAS-IPSP pour se plaindre du comportement de certains parlementaires. Cette affaire, qui n'est pas ébruitée au-delà de l'organisation, nous est révélée par Walter Limache Orellana, un militant indianiste intervenant auprès de la CSUTCB comme formateur syndical. Celui-ci décrit le contenu du courrier de la façon suivante :

> « Ils reprochaient à certains députés de ne jamais rendre compte de leur mandat et de préférer soigner leur image à la télé. Mais surtout, ce qui a provoqué des remous, c'était leur décision de distinguer les députés de l'Instrument politique, ceux qui respecteraient, d'après eux, l'esprit initial du projet du mouvement paysan, et les députés du MAS, qui seraient, eux, déconnectés des bases. A partir de là, ils ont commencé à distinguer systématiquement des députés de l'IPSP et des députés du MAS » (La Paz, 22 avril 2004).

Cet incident en apparence anodin est pourtant révélateur de bien des tensions découlant de la nature des évolutions récentes du MAS-IPSP. Le fait que certains parlementaires utilisent le sigle « MAS » comme stigmate à l'encontre de ceux qu'ils considèrent être de « mauvais » députés et sénateurs, amène à souligner la façon dont ce nom est considéré comme « étranger » à l'organisation. Tout autant perçus comme « étrangers » sont donc les membres du parti que l'on cherche à discréditer en les associant à ce nom. Pour comprendre les difficultés rencontrées par le MAS-IPSP, il est donc intéressant d'observer les clivages émergeant de cette crise interne traversée par l'organisation, autrement dit, « qui est traité « d'étranger » et pourquoi ». C'est le dirigeant Zacarias Flores, colon de la région de Santa Cruz, qui nous rappelle quelle est la dynamique de cette crise :

> « Cette distinction entre le MAS et l'IPSP, c'est avant tout une expression de notre crise de croissance. Il y a des départements, ceux où les *originários*[36] sont les plus nombreux, où certains députés comme Félix Santos [député de Potosí] se présentent comme députés de l'IPSP et non du MAS » (La Paz, 23 avril 2004).

Cette crise a indéniablement mis à jour deux clivages, latents jusque-là, au sein du bloc parlementaire, clivages qui, s'ils ne se recoupent pas totalement, n'en apparaissent pas moins intimement liés.

Le premier clivage oppose les parlementaires uninominaux aux plurinominaux. La Bolivie dispose depuis 1994 d'un mode de scrutin mixte comparable à celui de l'Allemagne, où les députés uninominaux sont élus au scrutin majoritaire, tandis que les plurinominaux sont élus à la proportionnelle. Le mode de sélection des candidats du MAS-IPSP est adapté à ce système : ainsi, les uninominaux sont désignés par les organisations de base, qu'elles soient syndicales ou communautaires, tandis que les listes plurinominales sont composées par la direction nationale, qui cherche généralement à y intégrer des « invités », intellectuels ou militants de mouvements sociaux de renom, dont les organisations ne sont pas encore membres du parti. A titre d'exemple, la personnalité qui fut invitée à devenir le candidat du MAS-IPSP pour la vice-présidence en 2002, Antonio Peredo, est à la fois reconnue dans le champ intellectuel comme journaliste de gauche, et dans le champ politique comme président de la Fondation Che Guevara (*FunChe*). Cette distinction entre « uni » et « pluri » se fonde donc sur l'idée, formulée par les parlementaires uninominaux, que les premiers seraient soumis à un plus grand contrôle que les seconds en raison du lien qui les unit à leur base, du fait des conditions dans lesquelles est choisie leur candidature. Ainsi l'exprime l'ex-dirigeante de la FMC et députée de Oruro, Isabel Ortega :

> « Les uninominaux, nous, nous sommes élus par nos bases, ça n'a rien à voir avec le parti dont on ne fait que défendre les couleurs. Nous sommes les représentants de nos bases avant d'être les représentants de notre parti » (La Paz, 23 avril 2004).

[36] Signifie « originaires », terme par lequel on désigne les populations indigènes dans certains pays d'Amérique latine.

Systématique lors d'entretiens avec des députés uninominaux, ce type de justification est également présent chez certains plurinominaux. Ainsi, Hector Villaroel, député suppléant plurinominal de Cochabamba, explique qu'il n'est lui-même pas très investi dans le travail parlementaire, en raison de sa qualité de suppléant, cela lui permettant « d'effectuer plus de travail militant auprès de ses bases ». Le fait de souligner la position d'extériorité d'une majorité de députés plurinominaux à l'organisation à laquelle ils n'ont été qu'invités, en leur accolant une étiquette, celle du « MAS » en l'occurrence, elle-même perçue comme étrangère au processus de construction de « l'instrument politique », est une façon de mettre en avant leur propre légitimité, et d'exprimer un rejet à l'encontre d'un appareil partisan naissant qu'ils ont le sentiment de ne pas contrôler.

Ce besoin d'asseoir cette légitimité naît d'un second clivage, qui se fonde sur la capacité des parlementaires à s'adapter au jeu parlementaire. Les uninominaux, majoritairement issus de milieux ruraux, éprouvent les pires difficultés à évoluer dans une enceinte qui leur paraît elle-même étrangère. Le Parlement est en effet d'abord un lieu de pouvoir appartenant aux *blancoïdes* (les blancs), ce que confortent les faits de racisme dont ont été victimes les députés paysans Rosendo Copa (Potosí) et Isabel Ortega, tous deux interdits d'accès au Congrès par la police au cours de l'année 2002, en raison de leur apparence. Un racisme qui n'est pas exclu de l'enceinte même du Parlement :

> « Au Parlement, certains nous regardent de haut. On est allé jusqu'à nous dire que nos vêtements montraient que notre place, c'était à la campagne et pas ailleurs. Ils se moquent de nous à cause de nos fautes en espagnol » (Isabel Ortega).

La mauvaise maîtrise de la langue se répercute concrètement sur la capacité de ces députés à intervenir dans l'activité parlementaire :

> « On a imposé des traducteurs, fait en sorte que les interventions des députés en aymara et quechua soient autorisées. Mais cette logique n'a pas fonctionné. Je n'ai pas l'impression que cela ait contribué à permettre aux indigènes de trouver leur place » (Hector Villaroel).

Au-delà du problème de la langue, les députés indigènes semblent avoir de réelles difficultés à peser sur l'agenda parlementaire, ce qu'exprime le militant *cocalero* des Yungas, Cesar Zamorano :

> « En entrant dans le Parlement, il a fallu [aux indigènes] s'adapter aux règles d'un jeu qui leur était inconnu. Le syndicalisme et la politique sont deux choses différentes et les indigènes, habitués au syndicalisme, se sont trouvés perdus » (La Paz, 5 mai 2004).

L'hypothèse selon laquelle les compétences acquises par ces députés dans le syndicalisme rural et la gestion de communautés les aient insuffisamment préparés aux tâches requises par le travail parlementaire, à l'inverse des militants invités, issus d'organisations de gauche et ayant parfois eux-mêmes siégé au Congrès par le passé, semble se trouver ici confirmée.

Les deux clivages que nous venons d'identifier sont qui plus est accentués par un phénomène concomitant : la médiatisation du groupe parlementaire. Cette médiatisation, en effet, ne concerne pas tous les congressistes, mais tend à privilégier le groupe de députés et sénateurs ayant plus d'aisance à évoluer au sein de l'hémicycle. C'est ce groupe restreint qui assure la visibilité du MAS-IPSP dans les médias, comme l'illustrent les propos du responsable de la logistique du parti, Lorenzo Mollo :

> « Peu de députés parlent et prennent la parole, il y en a cinq ou six dans le MAS, tout au plus. Les autres, ils ont beau être les chefs au sein de leur base, ils se taisent… Les cadres du groupe, ce sont Evo [Morales], Antonio Peredo, Gustavo Torrico, Jorge Alvarado, Jorge Ledezma, Iván Morales… Les autres sont plus effacés » (La Paz, 19 avril 2004).

Cette liste, sans doute subjective, donne tout de même un aperçu des profils militants les plus médiatisés : trois sont « d'anciens invités » issus d'un milieu urbain (Peredo, Torrico et Alvarado), Iván Morales est avocat à La Paz, et Jorge Ledezma est universitaire à Cochabamba. Autrement dit, Evo Morales, le médiatique chef du parti, par ailleurs *cocalero*

dans le Chapare, est le seul mentionné qui soit issu du mouvement paysan et indigène dont le MAS-IPSP est issu. Ceci conforte l'idée que la médiatisation du groupe bénéficie prioritairement à des militants somme toute assez peu représentatifs des bases essentiellement rurales du parti.

Conclusion

Selon Snow et Benford, « des OMS (…) courent le risque d'affecter l'efficacité d'un cadre quand ils étendent leur cadre initial afin d'atteindre des objectifs (…) qui vont au-delà de la portée de leur plate-forme originale »[37]. Notre but était d'utiliser le concept « d'instrument politique », dans sa dimension organisationnelle, en tant que cadre de l'action collective qui contribue à l'élaboration de l'identité collective d'un groupe mobilisé. On peut effectivement considérer, comme le suggèrent Snow et Benford, que la stratégie de la direction du MAS-IPSP, visant à s'implanter au-delà du mouvement paysan et indigène, peut se révéler périlleuse en ce qu'elle risque d'introduire une forte hétérogénéité en interne. Cette hétérogénéité ne semble pas poser problème en soi, mais plutôt en raison du fait que les nouveaux membres potentiels, au profil militant urbain et individualiste, introduisent un décalage par rapport au fonctionnement interne que suppose le cadre initial qu'est le concept « d'instrument politique ». Celui-ci induit en effet des formes d'adhésion collective et un mode de participation politique qui n'existent quasiment qu'en milieu rural. Le fait que certains membres du groupe parlementaire (groupe qui cristallise à son niveau des tendances et des tensions qui traversent l'ensemble du parti) soient stigmatisés en étant représentés, par l'emploi du sigle « MAS », comme opposés à ce concept est un cas tout à fait intéressant, qui vient souligner la singularité du MAS-IPSP du point de vue organisationnel. Et relativise également tout étiquetage précipité de ce parti « à gauche », ce que confortent les observations de certains auteurs pour qui le bagage idéologique de celui-ci est en bien des points plus comparable au « nationalisme révolutionnaire » du MNR de la révolution de 1952 (qui tendait à rejeter les analyses en termes de classes), toutefois teinté d'indianisme, qu'à bien des traditions de gauche[38].

[37] Snow (David) *et al.*, *op. cit.*, p. 478.

[38] Stefanoni (Pablo), « MAS-IPSP : la emergencia del nacionalismo plebeyo », in *Observatorio social de América latina*, n° 12, 2003, pp. 57-68.

Hervé Do Alto

L'entrée en politique comme enjeu de « représentation de soi » : le cas du MAS-IPSP bolivien

Coordonnées professionnelles :

- Doctorant en Science politique (2ème année), à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) d'Aix-en-Provence, Université Aix-Marseille III Paul-Cézanne.
- Thèse en cours : « Entre mouvement social et organisation partisane : le MAS-IPSP dans l'institutionnalité politique et la mobilisation collective », sous la direction de Daniel van Eeuwen.
- Allocataire de recherche (ALER).
- Membre du Centre de Science Politique Comparative (CSPC) et du Centre de Recherche sur l'Amérique latine et les Caraïbes (CREALC) à l'IEP d'Aix-en-Provence.

Contact :

- Adresse : Hervé Do Alto, 3, rue de la gerbe, 69002, Lyon, France.
- Téléphone : 04.78.42.51.83 / 06.80.61.29.51

  E-mail : herve.doalto@wanadoo.fr